

**Embargo jusqu'au 3 mai 2023, 6:00 am (GMT+2)**

## **Amériques**

### **Une instabilité politique menaçante pour la liberté de la presse**

L'alternance politique a principalement profité aux journalistes de deux pays des Amériques. Au sud, au [Brésil](#) (92<sup>e</sup>), le départ du président Jair Bolsonaro qui a systématiquement attaqué les journalistes et les médias tout au long de son mandat, a ravivé l'espoir d'un retour à la normale dans les relations entre l'État et la presse. Le pays a gagné 18 places au Classement, un record pour le continent. Au nord, aux [États-Unis](#) (45<sup>e</sup> ; -3), l'administration Biden affiche également de bien meilleures dispositions envers la presse que l'administration précédente. Cependant, la persistance des difficultés économiques des médias, l'assassinat de deux journalistes (Jeff German en 2022, et Dylan Lyons en 2023), la fin des efforts visant à soutenir la liberté de la presse au niveau législatif (PRESS Act), mais aussi les attaques persistantes de l'ancien président Donald Trump contre les médias, expliquent la légère baisse du pays dans l'édition 2023.

Ailleurs sur le continent, la polarisation et l'instabilité institutionnelle qui caractérisent plusieurs pays de la région favorisent l'hostilité et la méfiance envers les médias. Les alternances politiques qui se succèdent depuis six ans au [Pérou](#) (110<sup>e</sup> ; -33) ont alimenté la défiance de la société à l'égard des institutions mais aussi de la presse. En [Haïti](#) (99<sup>e</sup> ; -29), l'instabilité politique, qui s'est intensifiée depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021, a créé une crise sécuritaire et fait de ce pays l'un des plus dangereux de la région pour les journalistes. En [Équateur](#) (80<sup>e</sup> ; -12) la déstabilisation du pays, dû à l'influence croissante des organisations criminelles, est également à l'origine d'une importante dégradation des conditions de travail des journalistes. Au [Mexique](#), (128<sup>e</sup> ; -1), l'extrême violence des cartels, et leur collusion fréquente avec les pouvoirs locaux, continuent de détruire un peu plus le journalisme.

### **Désinformation et violence en ligne**

Dans les pays où le paysage politique est moins instable, la situation s'est également détériorée. L'utilisation de la désinformation et de la propagande, souvent associée à de la violence en ligne envers les journalistes et les médias, se normalise et devient une donnée à part entière de la stratégie des dirigeants politiques, qui renforce ainsi le contrôle de leur discours public. Bien qu'historiquement bien positionnés au Classement mondial de la liberté de la presse, le [Costa Rica](#) (23<sup>e</sup> ; -15), l'[Uruguay](#) (52<sup>e</sup> ; -8) et l'[Argentine](#) (40<sup>e</sup> ; -11) subissent l'impact de cette tendance sur le journalisme. Le [Canada](#) (15<sup>e</sup> ; +4) et la [Guyana](#) (60<sup>e</sup> ; -26) ont également vu une augmentation du harcèlement en ligne, en particulier envers les femmes journalistes.

Parmi les pays les moins bien classés, les thèmes de la polarisation, de la stabilité et de la sécurité nationale restent utilisés par les gouvernements autoritaires pour justifier

toutes sortes d'abus contre la presse. Au [Nicaragua](#) (158<sup>e</sup> ; +2), les journalistes indépendants ont été contraints à la clandestinité ou à l'exil. À [Cuba](#) (172<sup>e</sup> ; +1), le nouveau Code pénal permet au gouvernement de continuer légalement d'intimider et de persécuter les journalistes critiques du régime.